

L'urgence d'un Plan de Sauvetage des Ecoles Bruxelloises

1. Les défis de l'enseignement bruxellois

a. Essor démographique, manque de places et ségrégation scolaire

Une étude récente a révélé la saturation, à court et à long terme, des établissements scolaires dans plusieurs communes bruxelloises¹. Considérant que la population bruxelloise va augmenter de 200 000 personnes d'ici à 2020 et qu'il y aura déjà 1,2 Mio d'habitants en 2018, la RBC aura besoin, dès 2014-2015, de 79 écoles supplémentaires dans l'enseignement obligatoire, tous réseaux confondus².

La population scolaire du maternel et du primaire va augmenter de 13%, celle du secondaire de 6%, d'ici à 2015. Par rapport à la situation actuelle, cela fait 23 500 enfants et adolescents en âge scolaire supplémentaires.

Le déficit en places scolaires se marque d'ores et déjà de manière la plus flagrante dans les communes dites du « croissant pauvre » (Saint-Josse, Molenbeek et Schaerbeek). Mais si des solutions concrètes ne sont pas dégagées à bref délai, le manque de places risque de se propager assez rapidement à la plupart des autres communes bruxelloises.

Le manque de locaux compromet également le bon déroulement de l'enseignement. Souvent, les écoles doivent renoncer à organiser certaines activités (psychomotricité, etc).

Or, on le sait, notre enseignement est profondément inégalitaire. Bruxelles connaît, en effet une très forte concentration et une dualisation de l'offre d'enseignement, créant un véritable « marché scolaire » et mettant les réseaux et les établissements en concurrence³.

La pénurie de places disponibles, actuelle et à venir, ne peut que renforcer l'inégalité d'accès à un enseignement de qualité, vecteur d'« émancipation individuelle et collective, du développement socio-économique et de l'accès à l'emploi »⁴.

b. Pénurie d'enseignants et dévalorisation du métier

Il est clair que construire de nouvelles écoles et ouvrir de nouvelles classes n'a de sens que si on trouve... des enseignants pour s'en occuper!

Confrontés à des conditions de travail de plus en plus pénibles et à une dévalorisation de leur profession, même les plus motivés finissent par quitter leur emploi. Et il ne s'agit pas d'un manque de vocations : le métier attire encore incontestablement des jeunes, mais le manque de reconnaissance et d'appui dans l'apprentissage de ce métier difficile les amène souvent à désertir leur emploi après quelques années. **Ainsi, à Bruxelles, près de 6 enseignants sur 10 quittent l'enseignement dans les 5 ans de leur prise de fonction (58,5% des enseignants du primaire et 56% des enseignants du secondaire).**

La pénurie d'enseignants est la plus importante dans les écoles en discrimination positive, c'est-à-dire, précisément, là où un enseignant bien formé est le plus nécessaire : certains établissements en D+, accueillant des enfants socio-économiquement fragilisés, et donc

1. Ministère de la Région de Bruxelles Capitale, Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse, « Impact de l'essor démographique sur la population scolaire de Bruxelles-capitale », Les Cahiers de l'IBSA, juin 2010.

2. Sauf établissements privés et internationaux.

3. Une étude de l'Observatoire de l'Enfant a d'ores et déjà mis en évidence les conséquences de la pénurie de places disponibles dans l'enseignement maternel. Elle entraîne inévitablement une inéquité dans l'accès à l'école maternelle, celle-ci ayant incontestablement des effets de sélection sociale, au détriment des enfants socialement et culturellement moins favorisés qui, justement, auraient le plus intérêt à bénéficier de l'enseignement le plus tôt possible. Bien que non obligatoire, il est en effet communément admis que l'enseignement maternel est nécessaire à l'acquisition des compétences de base. Cette préscolarisation est d'autant plus cruciale que les inégalités sociales et économiques affectant les enfants de la Région sont importantes et que beaucoup n'ont ni le français, ni le néerlandais, comme langue maternelle.

4. FGTB-CGSP Enseignement, Cahier de revendication pour la législature 2009-2014, p.2.



FGTB-ABVV

Bruxelles-Brussel

Le syndicat dans la ville

Fiche syndicale n°1

Septembre 2011

ccb
Centrale Culturelle Bruxelloise - asbl

nécessitant un encadrement adapté, en sont réduits à faire appel à des enseignants ne disposant pas du titre requis... et mal outillés pour faire face à certains défis éducatifs particuliers (public précarisé, multiculturel, allophone).

De son côté, le personnel non enseignant (administratifs, puériculteurs, surveillants, etc.) n'est pas mieux loti, se trouvant en sous-effectif dans nombre d'écoles.

2. Des réponses politiques insuffisantes

La Région bruxelloise a décidé de financer (à concurrence de 70%) la création de **3500 places dans l'enseignement fondamental à Bruxelles pour la rentrée de septembre 2012**, quel que soit le réseau. Il s'agit prioritairement de la création de nouvelles classes (constructions modulaires, rénovation de bâtiments existants) et, éventuellement, de certains espaces scolaires annexes (réfectoires, salles de psychomotricité, etc.). Un budget de 9 millions est consacré, en 2011, à cette action.

De son côté, la Communauté française a décidé de dégager de nouvelles marges pour la création de nouvelles écoles en communauté française.

Début mars 2011, le Gouvernement conjoint francophone⁵ a décidé de l'affectation de ces moyens pour le réseau de la communauté française et le réseau officiel subventionné sur Bruxelles, concentrés dans l'enseignement fondamental. Ainsi, ce sont **4121 places**, pour un budget de 66,35 millions, qui doivent être créées. Un appel à projets doit encore être lancé dans les prochains mois pour le réseau libre subventionné (pour 26,6 Mio).

La Communauté flamande et la Commission communautaire flamande de la Région de Bruxelles-Capitale (VGC) ont décidé d'une intervention à Bruxelles d'un montant de 20,5 millions. **1620 places** vont être créées, dont 388 dès la rentrée 2011.

9241 places devraient donc être créées, ce qui ne correspond... qu'à la moitié de l'objectif à atteindre d'ici à 2015: ce sont, en effet, environ 18 000 places qui sont nécessaires dans l'enseignement maternel et primaire.

En outre, les gouvernements (Région – Communautés) devaient également se pencher sur la pénurie d'enseignants à Bruxelles, mais actuellement aucune proposition n'a vu le jour.

Enfin, le 15 juillet dernier, sous prétexte d'un conflit de compétences, le Gouvernement de la Communauté flamande a introduit à la Cour constitutionnelle un recours en annulation à l'encontre des mesures budgétaires prises par la Région de Bruxelles-Capitale en faveur des écoles (voir supra) et des crèches!!!

Alors que la crise politique et institutionnelle a déjà retardé la prise de décisions des pouvoirs publics, ce recours compromet aujourd'hui -à tout le moins- toute coordination des efforts.

3. Propositions de la FGTB de Bruxelles

Dans un contexte de marché scolaire tel que nous le connaissons à Bruxelles, la double pénurie de places dans les établissements et d'enseignants qualifiés renforce la dualisation sociale de la population bruxelloise, au détriment des plus précaires.

La pénurie de places pose également, avec une certaine acuité, la question des modalités d'inscription des enfants dans les établissements scolaires, différentes d'un établissement à un autre (pas de réglementation unifiée), avec pour conséquence une inégalité d'accès à l'enseignement dès la maternelle.

La meilleure manière de lutter contre l'inégalité d'accès à un enseignement de qua-

5. Gouvernement de la Communauté française, Gouvernement de la Région wallonne et Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

lité demeure, pour la FGTB de Bruxelles, la mise en place d'un réseau d'enseignement unique, public et pluraliste. A défaut, une régulation publique de l'offre scolaire, qui l'harmonise, est évidemment indispensable.

Plus spécifiquement, au-delà des mesures d'urgence prises par la Région, la FGTB de Bruxelles considère comme prioritaire de :

1. mobiliser les pouvoirs publics bruxellois compétents (les deux Communautés, la Région et les 19 Communes) afin de planifier, à moyen terme, la **construction de nouveaux bâtiments scolaires**, sur de nouveaux terrains, afin de ne pas augmenter de manière contre-productive la densité des établissements existants ;
2. résoudre la pénurie d'enseignants, au travers d'une **(re-)valorisation sociétale des métiers éducatifs** :
 - a. lutter contre la dégradation des conditions de travail des enseignants ;
 - b. revaloriser la profession au niveau salarial ;
 - c. mettre en place des formules de soutien spécifiques aux enseignants qui débutent leur carrière (système de tutorat) ;
 - d. inciter et soutenir les travailleurs souhaitant réorienter leur carrière vers les métiers éducatifs et leur permettre d'acquérir rapidement les titres requis (en mobilisant l'enseignement de promotion sociale et la formation professionnelle) ;
 - e. régulariser le statut professionnel du personnel para-scolaire (puériculteurs/trices, psychomotriciens/ciennes, médiateurs/trices scolaires, etc.) ;
3. **privilégier, dès la maternelle, l'inscription des enfants dans les écoles de leur quartier** :
 - a. en accordant aux écoles en quartier populaire les moyens *ad hoc* (discrimination positive), leur permettant d'être de véritables portes d'entrée de l'école de la réussite pour tous les enfants, quelles que soient leurs conditions ;
 - b. en les intégrant dans les nouvelles dynamiques de revitalisation des quartiers, en reconstituant des zones d'éducation prioritaire ;
 - c. en régulant les modalités d'inscription dès l'enseignement maternel.

On le voit, les besoins à satisfaire à Bruxelles restent immenses, tandis que les services et équipements collectifs bruxellois souffrent d'un sous-financement structurel. En outre, la complexité des institutions les fait relever de nombreux niveaux de pouvoirs et les prive d'une planification stratégique globale.

La FGTB de Bruxelles préconise la convocation d'urgence d'une conférence interministérielle, réunissant les Communautés Française et Flamande, la Région, les Communes et les acteurs de l'enseignement bruxellois.

Une population formée est un gage de prospérité, de développement économique et social, d'émancipation culturelle. C'est dans cette optique qu'un enseignement de qualité, offrant à chacune et chacun les mêmes chances de réussite, est un objectif primordial à Bruxelles.

Fiche réalisée par le Bureau d'étude de la FGTB de Bruxelles et la Centrale Culturelle Bruxelloise.

Téléchargeable sur www.fgtbbruxelles.be
Infos : 02/552.03.57 / veronique.bel@fgtb.be

Avec le soutien du CEPAG et de la Communauté Française de Belgique.

